

[Text]

l'Outaouais québécois. En fait, au niveau de l'aide du MEER dans le cadre du développement industriel, il faut reconnaître, sous le programme de subvention au développement régional et aussi dans l'amendement de la zone spéciale de Montréal qui incorpore maintenant une partie du territoire dont M. Lefebvre faisait état, que l'activité des entreprises dans le milieu n'en est pas une qui nous incite à croire qu'il va y avoir une relance et des créations d'emploi via l'utilisation de ces deux programmes, malheureusement.

Dans le cas des négociations et de l'identification de projets sous l'égide des ententes auxiliaires avec le gouvernement du Québec, je dois admettre que le gouvernement québécois a rarement préconisé bon nombre de projets dans l'Outaouais québécois. Je songe à deux initiatives spécifiques entre autres, l'expansion du Mont-Sainte-Marie et un projet que nous avons recommandé à un moment donné dans le cas d'un parc faunique dans la région de Wakefield, entre autres. Le gouvernement québécois, pour toute une série de raisons, n'a pas jugé bon de s'associer avec nous en vue de développer des initiatives du genre qui permettraient la création d'emplois permanents et, deuxièmement, l'exploitation de certains avantages comparatifs du milieu.

Dans le cas de routes de pénétration, vous n'êtes pas sans savoir quand même qu'il y a des fonds qui ont été . . .

M. Lefebvre: A Maniwaki . . .

M. Montreuil: C'est exact . . .

M. Lefebvre: Tout semble actuellement à peu près bloqué quant à cette route. On me dit que Québec n'a plus d'argent et que cela ne peut plus avancer pour un bout de temps, parce qu'ils ne peuvent pas payer leur 40 p 100. Est-ce vrai?

M. Montreuil: Je mentionnais, hier soir, et M. Gray en a fait état, le fait que le gouvernement du Québec, à cause de ses coupures budgétaires et dans le cadre de son programme régulier ainsi que dans les programmes conjoints . . . Ceci est un problème du flux monétaire du Ministère dans le contexte des dépenses au Québec et en fait le gouvernement canadien n'a pas été en mesure unilatéralement, pour des projets identifiés dans le cadre des ententes, d'y donner suite. Je puis simplement vous dire que nous avons poursuivi des négociations depuis déjà quelques mois et qu'en fait nous examinons différentes méthodes, différentes mesures, différents programmes en vue de pouvoir, par l'entremise des ministères sectoriels du gouvernement canadien, créer directement des «incitatifs» pour favoriser l'expansion ou la mise en place de projets dans l'Outaouais québécois. J'en ai nommé un dans le cadre de l'expansion du Mont-Sainte-Marie.

M. Lefebvre: La semaine prochaine, M. Huot sera ici comme témoin avec ses adjoints et j'imagine que M. Lasalle sera avec lui.

M. Montreuil: C'est exact.

M. Lefebvre: Pouvez-vous m'indiquer s'ils seront en mesure d'élaborer un peu sur les projets? Vous en avez mentionné quelques-uns et je pourrais en mentionner d'autres. Ils sont au courant de tout cela parce qu'on en a discuté avec M. Lasalle.

[Translation]

DREE assistance for industrial development, one must recognize either under the grant program for regional development, or an amendment to the special designated region of Montreal, which now takes in part of the territory Mr. Lefebvre has mentioned, one must recognize then that the business activity would not lead one to believe that there will be an economic renewal or job creation through these two programs, unfortunately.

With respect to negotiations identification of projects under subsidiary agreements with the Government of Quebec, I must admit that the Quebec government has rarely recommended any number of projects for the Outaouais. There are two specific initiatives, among others, that come to mind, the expansion of Mont-Sainte-Marie for instance; we had also recommended at one time the creation of a wild life park in the Wakefield area, and the government of Quebec, for any number of reasons, had decided not to join us in developing such a project which would create permanent jobs, as well as exploiting certain characteristics of that area.

As to access routes, you must know of course that some funds were . . .

Mr. Lefebvre: For Maniwaki . . .

Mr. Montreuil: That is right . . .

Mr. Lefebvre: Everything seems to have come to a stop with this respect. Quebec says it has no more money, and that they cannot move on that project because they cannot fork out their 40 per cent. Is that true?

Mr. Montreuil: Yesterday, myself and Mr. Gray mentioned that the government of Quebec, in view of its budgetary restrictions, in its regular program as well as its joint programs, has created a cash flow problem for the department. With respect to expenditures in Quebec, and that the Canadian government could not unilaterally follow up on those projects that have been identified in the subsidiary agreements. All I can say is that we have been—we have taken up negotiations over the past few months to examine different methods, measures and programs in order to see if through the sectorial departments of the Canadian government, we might be able to create certain incentives in order to promote the expansion or the implementation of projects in the Outaouais. I mentioned among others the Mont-Sainte-Marie expansion.

Mr. Lefebvre: I believe that next week, Mr. Huot and some of his associates, as well as Mr. Lasalle will appear as witnesses.

Mr. Montreuil: That is quite right.

Mr. Lefebvre: Can you tell me if they will be able to give me some details on these projects? You mentioned a few, and I could mention others. They must be aware of all this, since we have discussed it with Mr. Lasalle.